

Le thème 2 « Dynamiques territoriales, coopérations et tensions dans la mondialisation » nécessite 13 à 15 h de cours. Il intervient potentiellement après l'étude du thème 1 sur les « Mers et océans : au cœur de la mondialisation ». Après l'examen de ces espaces stratégiques que sont les mers et les océans, le thème 2 a pour objectif d'étudier les dynamiques territoriales en mettant en exergue les rapports de force présents au sein de la mondialisation, marqués par des concurrences et des coopérations territoriales, à des échelles diverses.

Ce thème se compose de deux chapitres : le premier concerne les « Dynamiques territoriales, coopérations et tensions dans le monde » avec l'étude multiscalaire des territoires inégalement intégrés dans la mondialisation ainsi que les coopérations, tensions et régulations aux échelles mondiale, régionale et locale. Le deuxième chapitre est une question spécifique sur « La France : un rayonnement international différencié et une inégale attractivité dans la mondialisation ».

pp. 94-95 Photographie d'ouverture

Cette photographie est une vue horizontale, prise du sol. Elle adopte le point de vue du Massai qui regarde au loin Nairobi, la capitale du Kenya. Elle met en évidence des dynamiques territoriales différenciées entre cette métropole et son espace environnant. Cette image met en scène la problématique entre « tradition et modernité ». Comme dans de nombreux pays du monde, le dynamisme des métropoles tranche avec la plus faible attractivité du reste du territoire national. Nairobi est une ville économiquement dynamique, qui voit sa population fortement augmenter depuis des années. Les gratte-ciel sont nombreux et les grues annoncent de nouvelles constructions. Le Massai, en costume traditionnel, observe cette modernité qui représente souvent une menace pour sa culture, ses activités agricoles (élevage) et son style de vie semi-nomade.

Cette photographie se divise en trois plans :

- au premier plan, un Massai en costume traditionnel ;
- au second plan, le parc national de Nairobi ;
- au fond, Nairobi avec ses gratte-ciel, ses bâtiments plus modestes et ses bidonvilles.

pp. 96-97 Les objectifs du thème 2

Ce tableau synoptique des deux chapitres du thème présente les objectifs du thème tant du point de vue des connaissances (« savoir ») que de celui de la méthode (« savoir-faire ») que l'élève devra atteindre pour réussir l'épreuve du baccalauréat (« objectif bac »).

3 Territoires, coopérations et tensions dans le monde

Le point sur le programme et l'organisation du chapitre

Dans ce chapitre, le programme amène à étudier les dynamiques territoriales dans la mondialisation. Les dynamiques territoriales se définissent comme des changements, des évolutions que l'on peut repérer dans un territoire. Elles peuvent être positives (un lieu qui se met à attirer) ou négatives (un lieu en déclin, en déprise). Ainsi, les localisations des populations et de leurs activités varient, transformant la hiérarchie et les liens entre les parties du territoire, transformant son organisation. La mondialisation contemporaine conduit à l'affirmation ou à la réaffirmation de puissances et à l'émergence de nouveaux acteurs. Les territoires, quelle que soit l'échelle considérée (États, régions infra- et supra-étatiques, métropoles...) ont inégalement accès à la mondialisation. Les notions de coopérations (méthode d'action par laquelle des personnes, ayant des intérêts communs, s'associent) et de tensions (difficulté de relation, pouvant aller jusqu'à l'affrontement et au conflit, qu'il soit d'acteurs ou d'usage) doivent être mobilisées pour mieux comprendre toute la complexité de ces dynamiques territoriales.

Après avoir découvert les problématiques du chapitre à l'aide des photographies d'ouverture (pp. 98-99), les quatre études de cas proposées par le programme sont traitées :

- Les îles de la Caraïbe et des Antilles : entre intégration régionale et ouverture mondiale (pp. 100-103)
- La Russie, un pays dans la mondialisation (pp. 104-107)
- Les corridors de développement en Amérique latine (pp. 108-111)
- L'Asie du Sud-Est : inégalités d'intégration et coopération (pp. 112-115).

Ces études sont ensuite mises en perspective à l'échelle mondiale grâce à trois planisphères sur « une inégale intégration des territoires » (pp. 116-117), « les facteurs de l'inégale intégration des territoires » (pp. 122-123) et « les organisations de coopération : rôle et limites » (pp. 128-129). Chaque carte est suivie d'une leçon, qui propose des outils pédagogiques et des documents complémentaires. Cette double-page de cours est complétée par un exemple qui couvre chacune une problématique du chapitre : « Le Sénégal, un PMA dans la mondialisation » (pp. 120-121), « la Corée du Nord, un espace en marge de la mondialisation » (pp. 126-127) et « l'ACEUM : entre intégration et tensions » (pp. 132-133). Ces pages proposent un large choix d'exemples territorialisés au-delà des études de cas fléchées par le programme.

Un dossier « Exposé oral » sur « l'environnement, oublié de la mondialisation » vise à entraîner l'élève au grand oral (pp. 134-135). Enfin les pages 136 à 141 proposent des exercices « type bac » guidés ou non, pour rédiger des questions problématisées, transposer un texte en croquis et analyser des documents.

pp. 98-99 Photographies d'ouverture

Ces deux photographies ont pour objectif de soulever toutes les problématiques du chapitre. La photographie de gauche illustre les notions de coopérations et de tensions, alors que celle de droite souligne l'existence de territoires s'intégrant dans la mondialisation « par le bas ».

La signature de l'ACEUM (Canada-États-Unis-Mexique), le nouvel ALENA, intervient en décembre 2019, à l'issue de longues discussions entre les trois pays concernés et au prix de nombreux amendements par rapport au texte initial dévoilé fin 2018. Ce nouvel accord commercial est présenté comme une version modernisée de l'accord de libre-échange nord-américain, entré en vigueur en 1994 et longtemps décrié par le Président états-unien Donald Trump. Ce dernier a longtemps menacé de mettre fin à l'ALENA qu'il jugeait « désastreux » pour l'économie de son pays (balance commerciale négative). En décembre 2019, la signature de cet accord est présentée comme

une victoire par chacun des représentants nationaux : le Président mexicain sortant Enrique Peña Nieto (à gauche de la photographie), Donald Trump (au centre) et le Premier ministre canadien Justin Trudeau (à droite).

Le Bangladesh est un PMA qui s'intègre dans la mondialisation « par le bas », c'est-à-dire par des activités illicites ou jugées dégradantes. Chittagong est le port principal de ce pays pauvre : il assure 92 % des échanges commerciaux avec l'étranger et accueille 98 % des conteneurs (2018). Mais c'est aussi le plus grand cimetière de bateaux du monde. Sur plus de 13 kilomètres, s'entassent des carcasses désossées, des montagnes d'acier et des produits toxiques. Les bateaux en fin de vie proviennent d'Allemagne, de France ou de Singapour. Au Bangladesh, 60% de l'acier consommé vient des chantiers de Chittagong. Les conditions de travail y sont déplorables. De nombreux militants dénoncent les conséquences écologiques et humaines de ce chantier.

Les îles de la Caraïbe et des Antilles, entre intégration régionale et ouverture mondiale

Cette étude de cas permet de montrer que l'intégration régionale et l'ouverture mondiale ne vont pas forcément de pair. Les îles de la Caraïbe et des Antilles sont un espace éclaté, sous influences et dépendances multiples. Cette étude de cas ne concerne que les États caribéens insulaires et antillais, mais l'influence des États-Unis, situés dans le nord du bassin, reste majeure, même si la Chine investit massivement dans cette région.

Réponses aux questions p. 101

Parcours 1

1. Les îles de la Caraïbe et des Antilles sont concernées par des flux touristiques (doc. 3 et doc. 4), des flux liés au commerce mondial maritime (doc. 4) et liés au trafic de drogue (doc. 4). Ces flux sont de nature légale (tourisme, route maritime mondiale) et de nature illégale (trafic de drogue). Cela s'explique tout d'abord par la présence du canal de Panama, qui est au cœur de la grande route maritime mondiale. Ensuite la proximité des États-Unis explique l'importance des flux touristiques et des flux illégaux : de nombreux États-Uniens partent en vacances dans le bassin des Caraïbes et ce pays représente un marché intérieur considérable pour les producteurs de drogue situés en Amérique du Sud. Les îles de la Caraïbe et des Antilles sont une interface entre les lieux de production et de consommation de drogue.

2. La coopération entre les pays caribéens repose sur le pilier économique (exemple du CARICOM) et sur le pilier politique (exemple du CELAC). L'ALBA et l'ALEAC ont des différends idéologiques majeurs dont l'opposition entre les États-Unis et Cuba est la plus connue. L'ALBA et l'ALEAC sont nés en 2004 selon deux modèles contraires. L'ALBA s'oppose au modèle néolibéral prôné par les États-Unis (qui participent à l'ALEAC). Les fondateurs de l'ALBA (Cuba et Venezuela en tête) souhaitent coopérer politiquement avant de mettre en place une coopération économique.

3. L'intégration régionale est complexe car c'est une région qui manque de cohérence en raison de la configuration spatiale (archipels, espace éclaté), de l'histoire des différents espaces insulaires dont certains sont davantage tournés vers une métropole éloignée que vers l'espace régional (cas des Antilles davantage tournées vers l'Europe), des positionnements politiques (Cuba et son opposition aux alliés des États-Unis). La multiplication des organisations régionales s'explique par ces différents éléments. Aucune association régionale ne parvient à s'imposer au sein de cet espace, d'où la grande faiblesse de l'intégration régionale.

4. Ce sont les structures des relations commerciales qui montrent la faiblesse de l'intégration régionale. Comme l'explique le document 2, « les pays caribéens de l'AEC ont une structure de commerce international caracté-

ristique des zones en développement ou émergentes » : ces pays exportent des biens de faibles valeurs (des produits agricoles par exemple) et importent des produits de valeurs (des produits de hautes technologies par exemple). Les échanges intra-zone représentent moins de 20% du volume commercial, ce qui montre un fort degré de dépendance vis-à-vis de l'espace extrarégional.

Parcours 2

Les îles de la Caraïbe et des Antilles, un espace éclaté	
1. Une multitude d'îles	archipel, configuration spatiale éparpillée entre les îles des Caraïbes et des Antilles
2. Des flux de toutes natures	flux légaux (tourisme, route maritime mondiale) et flux illégaux (trafic de drogue du Sud vers le Nord)
3. Une intégration régionale limitée	manque de cohérence à l'échelle du bassin, commerce intra-zone faible (20%), des différends politiques et économiques

Bilan du parcours 1 ou 2

Les îles de la Caraïbe et des Antilles sont véritablement un espace ouvert car de nombreux flux traversent cette région. Ces flux sont de nature légale (tourisme, route maritime mondiale) et de nature illégale (trafic de drogue). Cela s'explique tout d'abord par la présence du canal de Panama, qui est au cœur de la grande route maritime mondiale. Ensuite la proximité des États-Unis explique l'importance des flux touristiques et des flux illégaux. De nombreux États-Uniens partent en vacances dans le bassin des Caraïbes et ce pays représente un marché intérieur considérable pour les producteurs de drogue situés en Amérique du Sud.

En revanche, les îles de la Caraïbe et des Antilles sont un espace faiblement intégré. L'intégration régionale est très limitée car c'est une région qui manque de cohérence en raison de la configuration spatiale, de l'histoire des différents espaces insulaires dont certains sont davantage tournés vers une métropole éloignée que vers l'espace régional, des positionnements politiques de certains États. La multiplication des organisations régionales s'explique par ces différents éléments. Aucune association régionale ne parvient à s'imposer au sein de cet espace, d'où la grande insuffisance de l'intégration régionale, comme le prouve la faible proportion des échanges intra-zone, qui représentent moins de 20% du volume commercial des îles de la Caraïbe et des Antilles.

Réponses aux questions p. 102

Parcours 1

1. Les influences sont triples :

– les États-Unis : ils ont longtemps considéré le bassin caribéen comme une aire géopolitiquement sous leur

influence. Cela s'explique en partie par la proximité entre eux et le reste du bassin ;

– l'Europe : historiquement, par le biais de la colonisation, les pays européens (France, Royaume-Uni et Pays-Bas) sont présents dans cette région, principalement dans les Antilles ;

– la Chine : elle investit massivement dans les îles de la Caraïbe ; la stratégie économique de la deuxième puissance économique mondiale vise à pallier les insuffisances des États pour ensuite être présente dans ces différents pays caribéens.

Cet espace est dépendant des investissements étrangers, notamment par le biais des paradis fiscaux (exemple des Bahamas, doc. 1). Il est également dépendant des remises (doc. 1) qui représentent parfois 30% du PIB national (exemple d'Haïti).

2. Les facteurs limitant l'intégration caribéenne sont tout d'abord liés à des contraintes physiques (archipel éclaté), mais aussi à des pesanteurs historiques et politiques. Chacun reste sur une situation héritée, parfois floue et contestée par l'autre. Les désaccords sont nombreux par rapport aux ressources. L'hétérogénéité des systèmes de gouvernance (statuts politiques multiples) ne fait qu'aggraver la situation.

3. Les tensions présentes dans le bassin des Caraïbes s'expliquent par l'intervention de puissances plus ou moins lointaines : les tensions sont politiques (doc. 3 : la révolution castriste s'est en partie faite contre l'ingérence états-unienne) et économiques (la Chine est nouvellement implantée dans cet espace caribéen).

Ces tensions génèrent des dynamiques centrifuges au sein du bassin caribéen et antillais, ce qui empêche la mise en place d'une organisation de coopération unique au sein de cet espace.

Parcours 2

À l'échelle des îles de la Caraïbe et des Antilles, les tensions sont avant tout liées à un grand nombre de litiges de souveraineté entre les différents pays. Les désaccords sont nombreux en matière de frontières (maritimes et terrestres) : ils sont aggravés par des pesanteurs histo-

riques et politiques, ainsi que par l'hétérogénéité des systèmes de gouvernance au sein de ces îles.

À l'échelle de la région du bassin caribéen, les tensions politiques et économiques sont fortes. La dépendance vis-à-vis des pays riverains (les États-Unis surtout) explique en partie ces tensions. Certains pays comme les Bahamas ou Haïti ont un PIB qui dépend entièrement de l'étranger (des touristes états-unien ou des remises des travailleurs expatriés).

Enfin à l'échelle mondiale, les puissances s'opposent dans les îles de la Caraïbe et des Antilles pour garder leur influence. Au rapport de force entre les États-Unis et l'Europe, s'est ajouté un nouveau venu : la puissance chinoise investit massivement dans les îles de la Caraïbe. La stratégie économique de la deuxième puissance économique mondiale vise à pallier les insuffisances des États pour ensuite être présente dans ces différents pays caribéens. La présence du canal de Panama aiguise aussi l'appétit de la Chine (même si le deuxième canal au Nicaragua est pour l'instant abandonné).

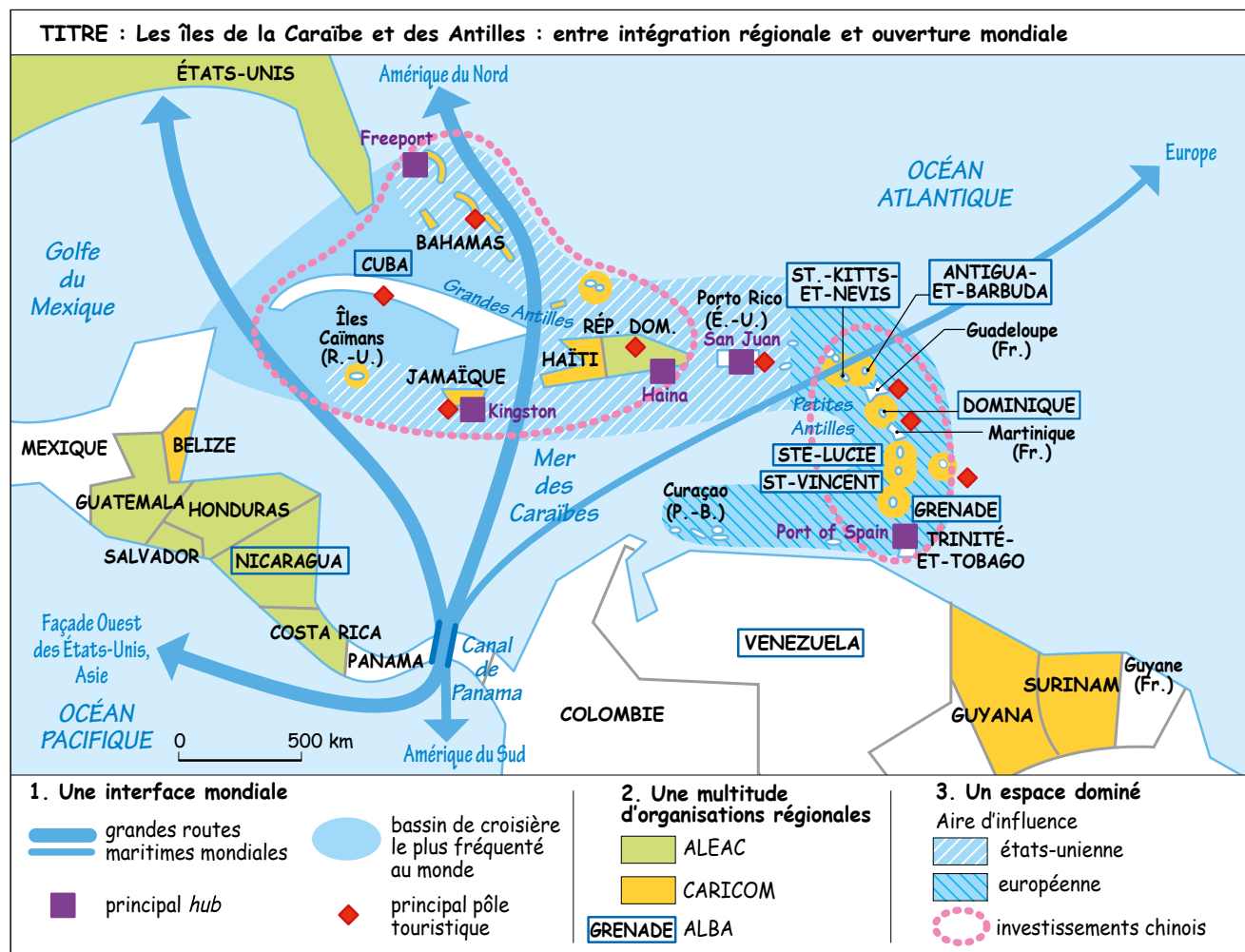
Bilan du parcours 1 ou 2

L'intégration est faible dans les îles des Caraïbes et des Antilles. Les facteurs limitant l'intégration caribéenne sont tout d'abord liés à des contraintes physiques (archipel éclaté), mais aussi à des pesanteurs historiques et politiques. Les désaccords sont nombreux par rapport aux ressources maritimes notamment. L'hétérogénéité des systèmes de gouvernance ne fait qu'aggraver la situation.

De plus, les tensions sont fortes. Elles s'exercent à toutes les échelles et s'expliquent par des oppositions plus ou moins héritées. Elles sont aggravées par le manque d'unité de cet espace et l'intervention de puissances plus ou moins lointaines. Les tensions sont politiques et économiques. La Chine est nouvellement implantée dans cet espace caribéen. Ces tensions génèrent des dynamiques centrifuges au sein du bassin caribéen et antillais, ce qui empêche la mise en place d'une organisation de coopération unique au sein de cet espace.

Faire le bilan de l'étude de cas p. 103

Compléter le croquis



Rédiger le bilan

1.

Une interface mondiale	Une intégration régionale dispersée	Un espace dominé
<p>Notions et idées à développer</p> <p>Grande route maritime mondiale, <i>hub</i>, premier bassin de croisière au monde, grands pôles touristiques</p>	<p>Notions et idées à développer</p> <p>Archipel, espace éclaté, espace faiblement intégré, manque de cohérence, multiplication des organisations régionales</p>	<p>Notions et idées à développer</p> <p>Aire d'influence états-unienne, européenne et chinoise. Dépendance économique (tourisme, paradis fiscaux et remises)</p>
<p>Exemples tirés des documents</p> <p>Interface maritime (<i>hub</i> portuaire comme Kingston), tourisme international (les Bahamas), flux du trafic de drogue (entre la Colombie et les États-Unis)</p>	<p>Exemples tirés des documents</p> <p>Opposition entre l'ALBA et l'ALEAC, opposition entre Cuba et les États-Unis, 20% des échanges intra-zone</p>	<p>Exemples tirés des documents</p> <p>60 % du PIB des Bahamas dépend du tourisme, 30 % du PIB d'Haïti dépend des remises, Îles Caïmans, exemple de paradis fiscal</p>

2. Les îles de la Caraïbe et des Antilles sont un espace faiblement intégré à l'échelle régionale. L'intégration est très limitée car c'est une région qui manque de cohérence en raison de la configuration spatiale, de l'histoire des différents espaces insulaires dont certains sont davantage tournés vers une métropole éloignée que vers l'espace régional, des positionnements politiques de certains États. La multiplication des organisations régionales s'explique par ces différents éléments. Aucune association régionale ne parvient à s'imposer au sein de cet espace, d'où la grande insuffisance de l'intégration régionale, comme le prouve la faible proportion des échanges intra-zone, qui représentent moins de 20 % du volume commercial des îles de la Caraïbe et des Antilles. Les tensions sont fortes et s'exercent à toutes les échelles. Elles sont aggravées par le manque d'unité de cet espace et l'intervention des puissances plus ou moins lointaines. Les tensions sont politiques et économiques. Ces tensions génèrent des dynamiques centrifuges au sein du bassin caribéen et antillais, empêchant la mise en place d'une organisation de coopération unique au sein de cet espace.

Les îles de la Caraïbe et des Antilles sont en revanche un espace ouvert : c'est une interface mondiale dans de nombreux flux. Ces derniers sont de nature légale (tourisme, route maritime mondiale) et de nature illégale (trafic de drogue). Cela s'explique tout d'abord par la présence du canal de Panama, qui est au cœur de la grande route maritime mondiale. Ensuite la proximité des États-Unis explique l'importance des flux touristiques et des flux illégaux. De nombreux États-Uniens partent en vacances dans le bassin des Caraïbes et ce pays représente un marché intérieur considérable pour les producteurs de drogue situés en Amérique du Sud. Cette ouverture mondiale se traduit aussi par une concurrence des puissances dans cet espace. Au rapport de force entre les États-Unis et l'Europe s'est ajoutée la concurrence d'un nouveau venu : la puissance chinoise investit massivement dans les îles de la Caraïbe. La stratégie économique de la deuxième puissance économique mondiale vise à pallier les insuffisances des États pour ensuite être présente dans ces différents pays caribéens. Cette présence chinoise génère de nouvelles tensions au sein des îles de la Caraïbe et des Antilles.

pp. 104-107 Étude de cas

La Russie, un pays dans la mondialisation

Cette étude de cas permet de montrer l'inégale intégration des territoires russes dans la mondialisation. L'immensité de ce pays est une véritable contrainte. L'intégration régionale passe par de nombreuses coopérations avec les pays voisins. Ces associations peuvent être politiques ou/et économiques. Mais le retour de la Russie sur la scène internationale génère beaucoup de tensions.

Réponses aux questions p. 105

Parcours 1

1. Moscou et St-Petersbourg sont les espaces les plus dynamiques de la Russie, véritables « portes d'entrée » du pays (doc. 2). Globalement, la Russie occidentale est nettement plus dynamique et intégrée à la mondialisation que le reste du pays (doc. 1). À Moscou, cela se traduit par un accroissement des inégalités qui s'observe par l'émergence d'espaces réservés aux populations les plus aisées, « sortes de *gated communities* » (doc. 2).

2. Le Nord-Est de la Russie (Nord et Extrême-Orient) est en marge de la mondialisation. Cet espace est très mal relié au reste du pays (faiblesse des infrastructures de transport, contrainte de l'éloignement et du froid). Ces inégalités d'intégration génèrent un manque de cohésion en Russie (doc. 3), ce qui inquiète les autorités russes : ils craignent un éclatement du territoire national. De plus, la façade pacifique n'est pas assez développée pour l'instant : elle semble pourtant essentielle dans la perspective d'un rééquilibrage entre les parties européenne et asiatique de la Russie.

3 La Russie appartient à des coopérations politiques (la CEI par exemple), militaires (l'OCS à l'origine) et économiques (l'UEEA par exemple). Que ce soit pour la CEI ou l'OCS, ces coopérations sont de plus en plus économiques. Ces alliances sont à la fois héritées et novatrices car certaines, comme la CEI, sont un héritage direct de l'URSS (la Russie et ses anciennes républiques) quand d'autres, comme l'OCS, sont résolument tournées vers l'avenir, avec la montée en puissance de la Chine.

4. La Russie garde un lien privilégié avec l'Europe en matière d'interfaces maritimes et terrestres (doc. 1) : ces dernières sont anciennement développées. Mais la Russie a approfondi ses relations économiques et militaires avec l'Asie, notamment avec la création de l'OCS en 2001 et de l'UEEA en 2014 (doc. 5).

5. Les atouts de la Russie pour s'intégrer dans la mondialisation sont l'existence de deux métropoles dynamiques (Moscou et St-Petersbourg ; doc. 2), de nombreuses interfaces maritimes et terrestres (doc. 1), de ressources naturelles exportées (surtout le gaz naturel sibérien ; doc. 4) et la multiplication de coopérations régionales (doc. 5). Les contraintes de la Russie sont l'immensité de son territoire avec une région Nord-Est en marge (inégale intégration du territoire, doc. 1 et 3) et le grand froid sibérien (doc. 4).

Parcours 2

1. Le territoire russe est inégalement intégré dans la mondialisation. Globalement, la Russie occidentale est nettement plus dynamique et intégrée à la mondialisation que le reste du pays (doc. 1). Moscou et St-Petersbourg sont les véritables « portes d'entrée » du pays (doc. 2). Le Nord-Est de la Russie (Nord et Extrême-Orient) est en marge de la mondialisation. Cet espace est très mal relié au reste du pays (faiblesse des infrastructures de transport, contrainte de l'éloignement et du froid). Ces

inégalités d'intégration génèrent un manque de cohésion en Russie (doc. 3).

2. La Russie est une puissance qui se tourne désormais autant vers l'Europe que vers l'Asie. La Russie garde un lien privilégié avec l'Europe en matière d'interfaces maritimes et terrestres (doc. 1). Mais elle a conservé de fortes relations avec son « étranger proche » et a approfondi ses relations économiques et militaires avec l'Asie, notamment avec la création de l'OCS en 2001 et de l'UEEA en 2014 (doc. 5).

Bilan du parcours 1 ou 2

La Russie s'inscrit dans la mondialisation grâce à ses espaces centraux que sont Moscou et St-Petersbourg, véritables « portes d'entrée » du pays. Les interfaces terrestres et maritimes permettent de faire le lien avec le reste du monde. La Russie possède d'importantes ressources naturelles (le gaz naturel sibérien) : c'est aussi un facteur d'intégration dans la mondialisation.

Le territoire russe est inégalement inscrit dans la mondialisation. Au-delà des espaces centraux, le reste de la Russie est plus à l'écart des flux mondiaux. Le Nord-Est de la Russie (Nord et Extrême-Orient) est en marge de la mondialisation. Cet espace est très mal relié au reste du pays (faiblesse des infrastructures de transport, contrainte de l'éloignement et du froid). Ces inégalités d'intégration génèrent un manque de cohésion en Russie.

La Russie s'inscrit dans la mondialisation en multipliant les coopérations régionales. Elle appartient à des coopérations politiques (la CEI), militaires (l'OCS à l'origine) et économiques (l'UEEA). Que ce soit pour la CEI ou l'OCS, ces coopérations sont de plus en plus économiques. Ces alliances sont à la fois héritées et novatrices car certaines, comme la CEI, sont un héritage direct de l'URSS quand d'autres, comme l'OCS, sont résolument tournés vers l'avenir, avec la montée en puissance de la Chine.

Réponses aux questions p. 106

Parcours 1

1. La Russie a annexé la Crimée en mars 2014, au mépris des lois internationales. Ce territoire ukrainien russophone permet à la puissance russe d'avoir une interface plus large en mer Noire. Des tensions persistent depuis entre la Russie et l'Ukraine tout d'abord et avec d'autres puissances, notamment par le biais de l'OTAN.

2. La Russie se trouve au cœur de tensions régionales car elle est en tension avec les anciennes républiques soviétiques (la Géorgie a quitté la CEI en 2008 ; guerre avec l'Ukraine depuis 2014). La Russie souhaite encore dominer son « étranger proche » et cela génère de nombreuses résistances. À l'échelle mondiale, la Russie s'oppose à l'OTAN, notamment dans l'enclave de Kaliningrad (doc. 1). La Russie est également en tension avec les pays riverains de l'Arctique à propos des ZEE (présence

d'hydrocarbures dans les terres sous-marines). De plus, la Russie et le Japon se disputent la souveraineté des îles Kouriles (doc. 1). Enfin elle est aussi en tension avec les États-Unis à la suite de soupçons d'ingérence dans les campagnes électorales (doc. 2 : notamment la campagne présidentielle de 2016).

3. La position internationale de la Russie est paradoxale car c'est une puissance incontournable sur la scène mondiale (comme le prouve son rôle dans le conflit syrien) mais c'est aussi une puissance en déclin car elle accumule des fragilités (économie peu diversifiée et dépendante de l'extérieur, pas d'insertion dans l'espace culturel mondial).

Parcours 2

Des tensions géopolitiques à l'échelle mondiale : la Russie s'oppose à l'OTAN, notamment dans l'enclave de Kaliningrad (doc. 1). La Russie est également en tension avec les pays riverains de l'Arctique à propos des ZEE (présence d'hydrocarbures dans les terres sous-marines). Enfin la Russie et le Japon se disputent la souveraineté des îles Kouriles (doc. 1). La Russie est aussi en tension avec les États-Unis à la suite de soupçons d'ingérence dans les campagnes électorales (doc. 2 : notamment la campagne présidentielle de 2016).

Des tensions héritées à l'échelle régionale : la Russie se trouve au cœur de tensions régionales car elle est en tension avec les anciennes républiques soviétiques (la Géorgie a quitté la CEI en 2008 ; guerre avec l'Ukraine depuis 2014, doc. 1 et 2). La Russie souhaite encore dominer son « étranger proche » et cela génère de nombreuses résistances.

Bilan du parcours 1 ou 2

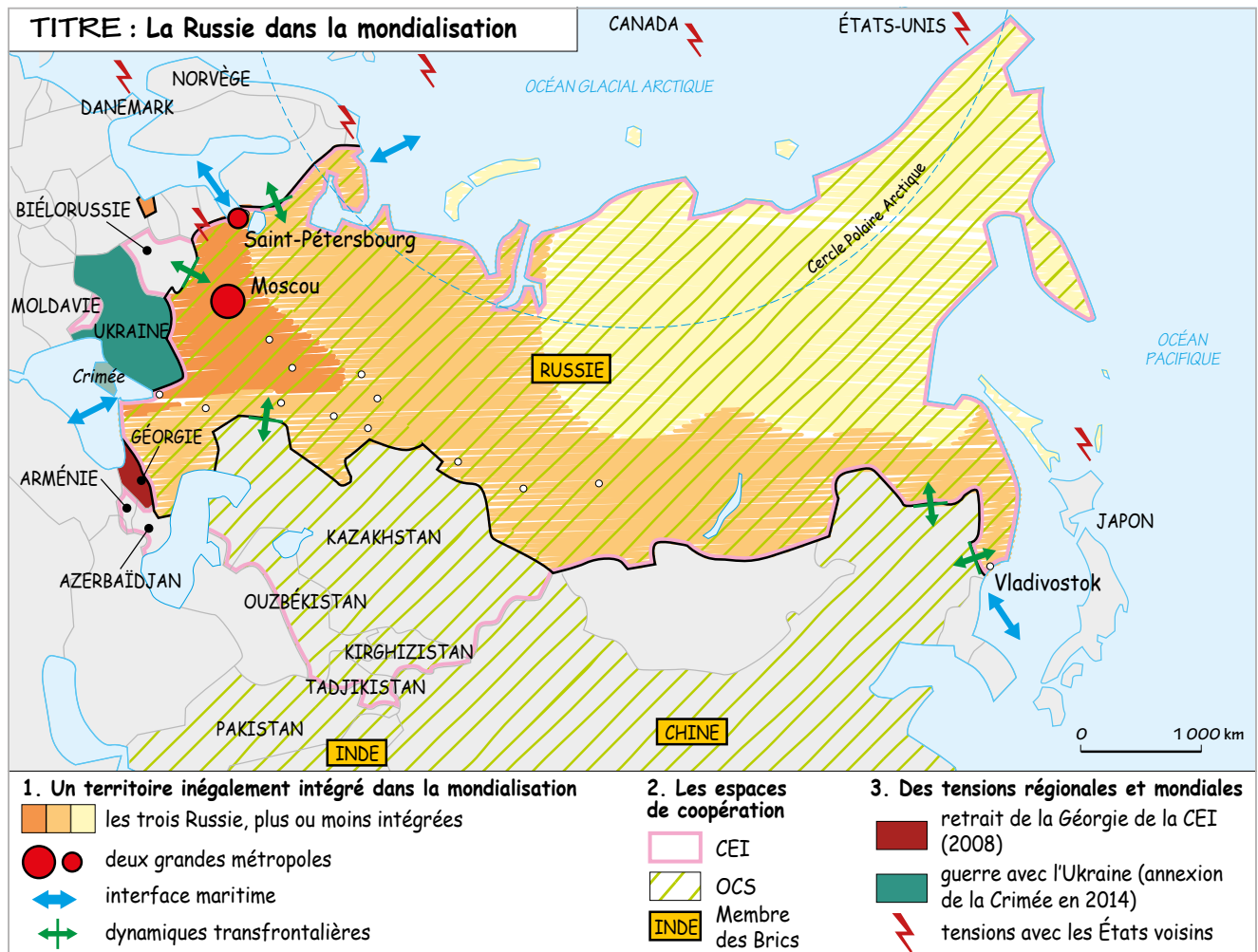
La Russie connaît des tensions à différentes échelles dans le cadre de la mondialisation.

Tout d'abord, elle est au cœur de tensions héritées à l'échelle régionale. La Russie est en tension avec les anciennes républiques soviétiques (la Géorgie a quitté la CEI en 2008 ; guerre avec l'Ukraine depuis 2014). La Russie souhaite encore dominer son « étranger proche » et cela génère de nombreuses résistances.

De plus, la Russie est au centre de tensions géopolitiques à l'échelle mondiale : la Russie existe dans la mondialisation en se comportant comme une puissance « à l'ancienne » (B. Badie) vis-à-vis des autres pays. Elle s'oppose militairement à de nombreux pays, rassemblés au sein de l'OTAN. La Russie est également en tension avec les pays riverains de l'Arctique à propos des ZEE (présence d'hydrocarbures dans les terres sous-marines). Enfin la Russie et le Japon se disputent la souveraineté des îles Kouriles. D'une manière différente, par le biais du *soft power*, la Russie est aussi en tension avec les États-Unis à la suite de soupçons d'ingérence dans les campagnes électorales (notamment la campagne présidentielle de 2016).

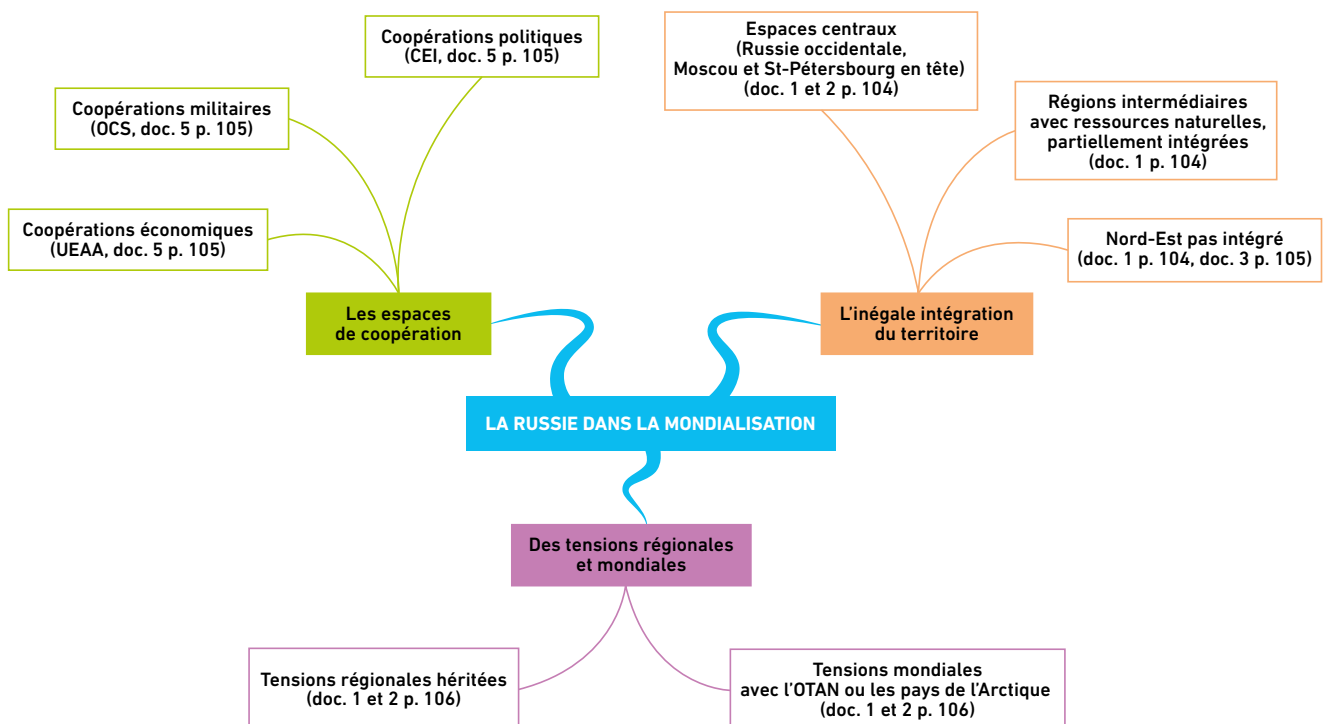
Faire le bilan de l'étude de cas p. 107

Compléter le croquis



Rédiger le bilan à partir d'une production graphique

1. et 2.



3. L'étude de la Russie dans la mondialisation montre **l'inégale intégration du territoire**. Globalement, la Russie occidentale est nettement plus dynamique et intégrée à la mondialisation que le reste du pays (doc. 1). Moscou et St-Petersbourg sont les véritables « portes d'entrée » du pays (doc. 2). Le Nord-Est de la Russie (Nord et Extrême-Orient) est en marge de la mondialisation. Cet espace est très mal relié au reste du pays (faiblesse des infrastructures de transport, contrainte de l'éloignement et du froid). Ces inégalités d'intégration génèrent un manque de cohésion en Russie (doc. 3).

La Russie s'inscrit dans la mondialisation en multipliant **les espaces de coopérations**. Elle appartient à des coopérations régionales politiques (la CEI), militaires (l'OCS à l'origine) et économiques (l'UEEA). Que ce soit pour la CEI ou l'OCS, ces coopérations sont de plus en plus économiques. Ces alliances sont à la fois héritées et novatrices car certaines, comme la CEI, sont un héritage direct de l'URSS quand d'autres, comme l'OCS, sont résolument tournées vers l'avenir, avec la montée en puissance de la Chine.

La Russie connaît **des tensions régionales et mondiales** dans le cadre de la mondialisation. Tout d'abord, elle est au cœur de tensions héritées à l'échelle régionale. La Russie est en tension avec ses anciennes républiques soviétiques (la Géorgie a quitté la CEI en 2008 ; guerre avec l'Ukraine depuis 2014). La Russie souhaite encore dominer son « étranger proche » et cela génère de nombreuses résistances. De plus, la Russie est au centre de tensions géopolitiques à l'échelle mondiale : la Russie existe dans la mondialisation en se comportant comme une puissance « à l'ancienne » (B. Badie) vis-à-vis des autres pays. Elle s'oppose à de nombreux pays (les États-Unis, le Japon, les pays riverains de l'Arctique et les pays de l'OTAN).

pp. 108-111 Étude de cas

L'Amérique latine, les corridors de développement

Cette étude de cas permet de présenter et d'expliquer un outil d'intégration et de désenclavement : les corridors de développement en Amérique latine (Amérique centrale et Amérique du Sud). Cette politique de développement des infrastructures de transports a pour objectif principal d'ouvrir plus largement cet espace au commerce international. Ces aménagements sont freinés par différentes tensions qui jalonnent ces corridors.

Réponses aux questions p. 109

Parcours 1

1. Un corridor de développement est un élément de structuration à l'échelle supranationale pour désenclaver certains espaces par le développement d'infrastructures de transports et ouvrir le continent ou le sous-continent au commerce international.

2. L'immensité de la forêt amazonienne (5,5 millions de km²) et la Cordillère des Andes (qui culmine à 6 962 m) sont les deux principales contraintes territoriales de l'Amérique latine. Elles rendent difficiles la circulation de personnes et de marchandises à toutes les échelles. Les corridors de développement apparaissent alors nécessaires pour désenclaver et faire du lien entre les différents territoires de l'Amérique latine.

3. Toutes les infrastructures de transport sont envisagées pour les corridors de développement : voies routières, ferroviaires et navigables. La création d'un corridor ferroviaire bi-océanique est à la fois difficile car la Cordillère des Andes représente une véritable barrière (une altitude moyenne au-delà de 4 000 m, 7 100 km du Nord au Sud et 200 à 800 km de largeur) et nécessaire car ce corridor permettrait d'ouvrir les différents pays au commerce international et d'établir une circulation internationale entre l'océan Atlantique et le Pacifique.

4. Malgré ces projets, les problèmes principaux demeurent les désaccords entre les pays limitrophes, les douanes (avec des horaires de fonctionnement différents), un contrôle et une limitation de la circulation des personnes (la France exige un visa d'entrée aux Surinamais et aux Brésiliens qui souhaitent rentrer en Guyane).

Parcours 2

La politique des corridors de développement a pour objectif de construire des infrastructures de transports : tous les types de transport sont envisagés (voies routières, ferroviaires et navigables). L'objectif principal est d'ouvrir plus largement l'Amérique latine au commerce international.

Un corridor de développement est un élément de structuration à l'échelle supranationale pour désenclaver certains espaces : l'immensité de la forêt amazonienne (5,5 millions de km²) et la Cordillère des Andes (qui culmine à 6 962 m) sont les deux principales contraintes territoriales de l'Amérique latine. Elles rendent difficiles la circulation de personnes et de marchandises à toutes les échelles. Les corridors de développement apparaissent alors nécessaires pour désenclaver et faire du lien entre les différents territoires de l'Amérique latine.

Des problèmes demeurent par manque d'accord entre pays limitrophes, les tensions sont parfois fortes. L'exemple du plateau des Guyanes est édifiant (doc. 3) : les douanes des différents pays ont des horaires de fonctionnement différents, un contrôle et une limitation de la circulation des personnes sont largement maintenus (la France exige un visa d'entrée aux Surinamais et aux Brésiliens qui souhaitent rentrer en Guyane). Cela limite la réussite de la politique des corridors de développement.

Bilan du parcours 1 ou 2

Les corridors de développement sont des éléments de structuration à l'échelle supranationale qui permettent de désenclaver certains espaces par le développement d'infrastructures de transports et d'ouvrir le continent ou le sous-continent au commerce international. Face

aux contraintes naturelles de l'Amérique latine (la forêt amazonienne ou la Cordillère des Andes par exemple), le fait de construire de nouvelles voies routières, voies ferroviaires et voies navigables est un premier élément pour ouvrir plus largement cet espace à la mondialisation.

Réponses aux questions p. 110

Parcours 1

1. Il existe deux types de conflits : des conflits frontaliers (par exemple, entre le Pérou et la Bolivie, qui voudrait un accès à la mer) et des conflits liés à des incursions des pays voisins dans le territoire national (la guérilla des FARC, qui circulait à la frontière entre la Colombie et l'Équateur est l'exemple le plus connu). Les conflits sont soit résolus (entre le Paraguay et la Bolivie), soit latents

(entre la Guyane française et le Brésil), soit en cours (entre le Venezuela et la Colombie). Les corridors sont un outil pour créer du lien en Amérique latine mais les projets peuvent être freinés par ces tensions.

2. Les problèmes de la région sont ignorés : la pauvreté, les inégalités et la marginalisation de la population. Seul le profit de l'exploitation forestière (doc. 2) rentre en ligne de compte, sans se soucier du développement de la population locale. Nous constatons une approche descendante du projet, qui ne questionne pas la durabilité du modèle.

3. Ces tensions sont un frein à la réalisation des corridors car la population locale ne peut pas adhérer à un projet qui ne lui apporte rien tout en détruisant le milieu naturel et ces tensions sont également un frein à l'intégration car il y a des tensions entre les différents acteurs à l'échelle régionale.

Parcours 2

	Tensions	Acteurs	Échelle
Doc. 1	frontières disputées	pays ou forces armées	nationale
Doc. 2	conflits d'usage	exploitants et communautés locales	locale
Doc. 3	modèle de développement	investisseurs et communautés locales	régionale

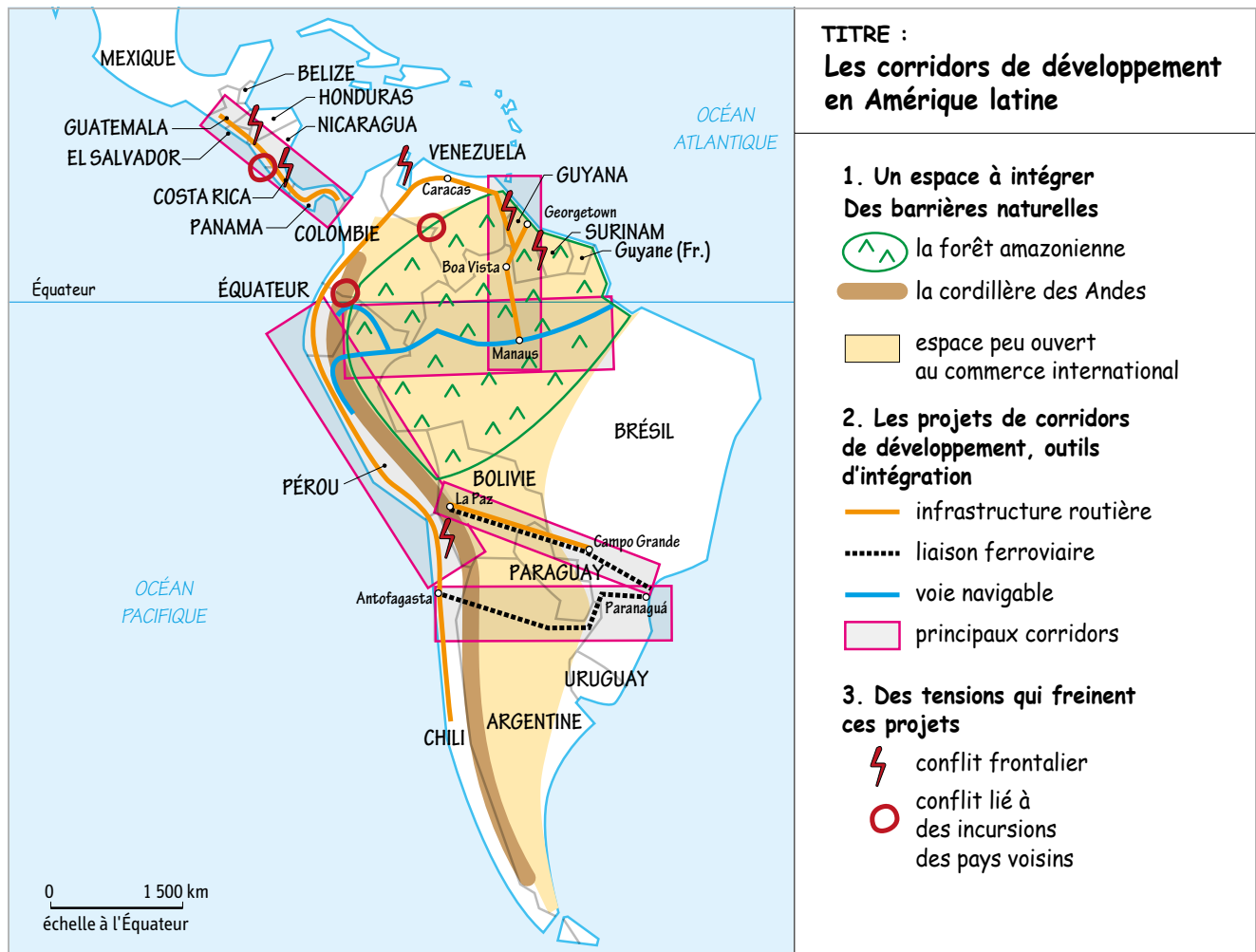
Bilan du parcours 1 ou 2

Les tensions sont de différents ordres en Amérique latine : certains conflits touchent à la nation, par la délimitation des frontières. Quelques pays cherchent à imposer leur souveraineté dans des espaces limitrophes disputés. Cela s'explique par la jeunesse de certaines nations et la présence de nombreux espaces naturels que la population locale s'est peu appropriés.

D'autres tensions plus locales freinent la politique de développement des corridors : de nombreux projets adoptent une approche descendante (« top-down »). La population locale n'est pas consultée et n'adhère pas à cette politique de développement, qui souvent ne questionne pas la durabilité du modèle.

Faire le bilan de l'étude de cas p. 111

Compléter le croquis



Présenter un bilan à l'oral

Proposition de grille de correction pour cette évaluation orale :

<p>1. Le fond</p> <ul style="list-style-type: none"> - répondre au sujet - capacité à sélectionner les informations et à les présenter avec rigueur - maîtriser des connaissances
<p>2. La forme</p> <ul style="list-style-type: none"> - clarté de la présentation - précision du vocabulaire - respect du temps de parole attribué
<p>3. La posture</p> <ul style="list-style-type: none"> - capacité à se détacher de ses notes - capacité à présenter le document projeté avec pédagogie - capacité à regarder son auditoire - voix portée - posture corporelle maîtrisée

pp. 112-115 Étude de cas

L'Asie du Sud-Est, Inégalités d'intégration et coopération

Cette étude de cas permet de comprendre la complexité de cette région de l'Asie du Sud-Est, composée de onze pays. Ces derniers fonctionnent comme une miniature de la mondialisation, où les coopérations sont nécessaires pour renforcer l'intégration régionale. Mais les inégalités se renforcent à toutes les échelles.

Réponses aux questions p. 113

Parcours 1

1. Singapour est une cité-État très développée, le Vietnam ou l'Indonésie (par exemple) sont des pays émergents ou en développement et le Laos, le Cambodge et le Myanmar sont des PMA. La Communauté économique de l'ASEAN (CEA) prend en compte ces différences de niveau de développement en fournissant plus d'aides aux pays les plus pauvres (doc. 2).

2. Les différents facteurs qui favorisent l'intégration en Asie sont l'existence d'une « mer en partage » (ZCD, GEM et coopération militaire maritime) et un contexte régio-

nal de forte concurrence territoriale (l'Asie du Sud-Est doit s'unir pour notamment faire face au puissant voisin chinois).

3. Il existe quatre organisations de coopération en Asie du Sud-Est : l'ASEAN (échanges économiques et politiques), la CMG (transports, commerce et environnement), le PERG (échanges Asie/Océanie) et le PTPGP (échanges Asie/Amérique). L'objectif principal de ces différentes coopérations est le libre-échange, que ce soit avec l'Asie, l'Océanie ou l'Amérique.

4. La future zone économique spéciale de Dawei a pour objectif de faciliter le commerce entre la Thaïlande et Myanmar, tout en évitant le passage très encombré du détroit de Malacca. Un port en eau profonde doit être réalisé, ainsi qu'une vaste zone industrielle.

5. L'Asie du Sud-Est est bien intégrée à la mondialisation car ses activités sont principalement tournées vers l'étranger (agriculture, construction automobile, tourisme) et son intégration régionale est suffisamment dynamique pour attirer les IDE (notamment ceux du Japon dans la future zone économique spéciale de Dawei).

6. Les corridors de développement sont encouragés par la Banque Asiatique de Développement pour accroître l'intégration régionale et le développement économique. Ces corridors permettent de créer du lien et des relations économiques entre les différents pays de l'Asie du Sud-Est.

Parcours 2

Des écarts de développement	Singapour = cité-État riche Vietnam ou Indonésie = pays émergents Laos, Cambodge ou Myanmar = PMA
Des inégalités d'intégration à la mondialisation	inégalités d'intégration à toutes les échelles : Singapour (ville et port très intégrés)/métropoles intégrées/campagnes en marge de la mondialisation, particulièrement dans les PMA
L'ASEAN, une dynamique interne	objectif de réduire les inégalités et développer les échanges économiques et politiques

Parcours 2



Bilan du parcours 1 ou 2

La coopération en Asie du Sud-Est repose sur les inégalités entre pays et populations : cette région fonctionne comme une miniature du monde globalisé. La concurrence est parfois plus forte que la coopération. Derrière le discours officiel de la complémentarité, la coopération repose en fait sur les capitaux et les emplois qualifiés de Singapour, la main-d'œuvre semi-qualifiée de la

Bilan du parcours 1 ou 2

L'Asie du Sud-Est est une région inégalement intégrée à la mondialisation à toutes les échelles. Singapour est une cité-État très développée : c'est un territoire très intégré. Le Vietnam, l'Indonésie, la Malaisie, le Brunei et les Philippines sont des pays émergents ou en développement : leur intégration à la mondialisation est en progression. Le Laos, le Cambodge, le Myanmar et le Timor oriental sont des PMA : ils sont globalement en marge de la mondialisation.

Les organisations de coopération d'Asie du Sud-Est cherchent en partie à limiter ces inégalités d'intégration. L'ASEAN (échanges économiques et politiques), la CMG (transports, commerce et environnement), le PERG (échanges Asie/Océanie) et le PTPGP (échanges Asie/Amérique) ont pour objectif principal de favoriser le libre-échange, que ce soit avec l'Asie, l'Océanie ou l'Amérique.

Réponses aux questions p. 114

Parcours 1

1. Derrière le discours officiel de la complémentarité entre les différents pays de l'Asie du Sud-Est, la coopération repose en fait sur les capitaux et les emplois qualifiés de Singapour, la main-d'œuvre semi-qualifiée de la Malaisie et la main-d'œuvre non-qualifiée d'Indonésie. Cette coopération repose donc sur les inégalités entre populations : cette région fonctionne comme une miniature du monde globalisé.

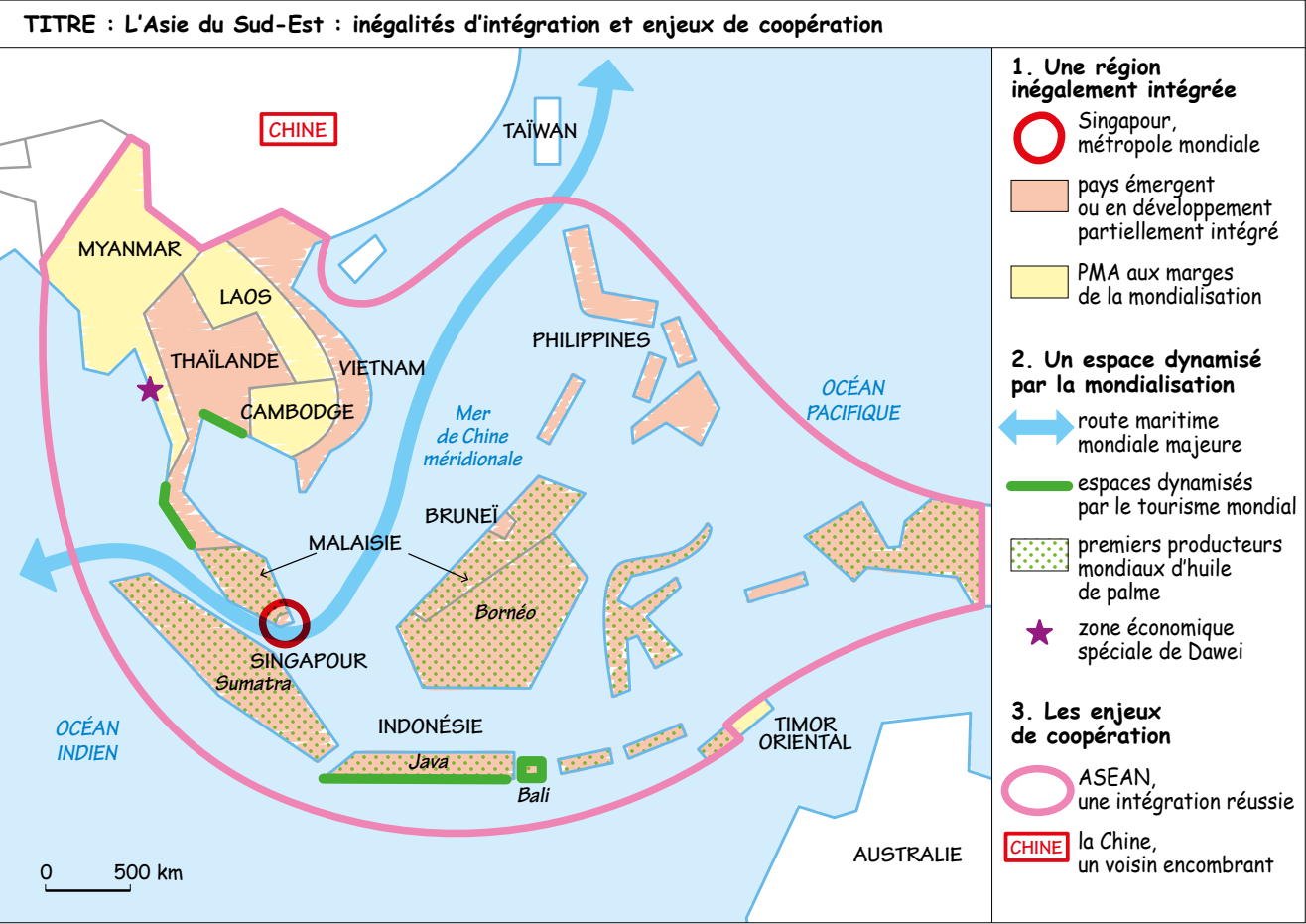
2. La puissance et l'attitude de la Chine génèrent des tensions en Asie du Sud-Est, notamment par rapport à la territorialisation des mers. La Chine est un voisin encombrant pour l'ensemble de l'Asie du Sud-Est.

3. Les tensions existantes en Asie du Sud-Est sont liées à l'appropriation, la maîtrise et la protection des mers (la Chine intervient dans les deux premières sources de tensions). De manière générale, cela tend les relations entre les différents pays et freine parfois le commerce et l'intégration régionale.

Malaisie et la main-d'œuvre non-qualifiée d'Indonésie. Les tensions existantes en Asie du Sud-Est sont fortes et limitent la coopération. Elles sont liées à l'appropriation, la maîtrise et la protection des mers (la Chine intervient dans les deux premières sources de tensions). De manière générale, cela tend les relations entre les différents pays et freine parfois le commerce et l'intégration régionale.

Faire le bilan de l'étude de cas p. 115

Compléter le croquis



Compléter le schéma bilan

	Notions et idées à développer	Exemples tirés des documents
1. Une région inégalement intégrée	mondialisation, inégalités territoriales	inégalités de développement : Singapour/pays émergents/PMA
2. Un espace dynamisé par la mondialisation	interface, route maritime, dynamiques territoriales, coopération régionale, ASEAN, ressources	projet de Dawei, tourisme mondial, producteurs d'huile de palme, une mer en partage
3. Les enjeux de coopération	Zone économique spéciale, corridors de développement, tensions	tensions internes et avec la Chine

pp. 116-117 Cartes

Une inégale intégration des territoires

Réponses aux questions

1. À l'échelle mondiale, les espaces les plus intégrés à la mondialisation sont l'Amérique du Nord, l'Europe, le Japon et l'Australie. Au sein des territoires dynamiques, les métropoles mondiales sont les espaces les plus mondialisés.

2. Les espaces les moins intégrés se situent principalement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Ce sont souvent des PMA.

3. Non, la situation n'est pas figée. L'existence de pays émergents montre que des évolutions sont possibles.

4. Les flux principaux relient les pays du Nord, alors que les flux secondaires se font surtout entre le Nord et le Sud. Il existe aussi des flux secondaires entre les pays du Sud.

5.

	États-Unis	Tchad	Inde
Indice de mondialisation	très élevé	très faible	moyen
Pôle attractif d'IDE	oui	non	non
Niveau de développement	très développé	PMA	pays émergent
Pays au profil identique	France	Soudan, Afghanistan	Nigéria, Brésil

pp. 120-121 Exemple

Le Sénégal, un PMA dans la mondialisation

Réponses aux questions p. 121

Parcours 1

1. Le territoire du Sénégal est très inégalement intégré à la mondialisation : seul le littoral, et particulièrement le port de Dakar, est bien relié au reste du monde. Dakar est une interface qui concentre les échanges commerciaux du pays : c'est à la fois un *hub* portuaire et aéroportuaire.
2. Dakar est une agglomération macrocéphale car elle monopolise la vie économique du pays. Depuis le déclin des activités agricoles, les villes secondaires n'ont pas réussi à développer de nouveaux emplois, contrairement à Dakar. Cela aggrave les inégalités territoriales entre un littoral très intégré à la mondialisation et un intérieur du pays en marge des flux mondiaux.
3. Le Sénégal est un PMA car son IDH est très faible. Cet indicateur de synthèse reste le meilleur outil pour perce-

voir la pauvreté globale (ou la richesse) d'un pays. 50% des Sénégalais sont agriculteurs mais le secteur primaire ne représente que 15% du PIB. Nous pouvons donc en déduire que l'agriculture est surtout vivrière au Sénégal, puisqu'elle contribue peu aux exportations et à la production de richesse dans le pays.

4. Les limites de l'intégration du Sénégal sont liées au déséquilibre des flux présents dans le territoire : seul le littoral, et particulièrement Dakar, est intégré à la mondialisation. Le reste du pays est en marge des flux, d'où la nécessité des projets de corridors routiers pour désenclaver le territoire.

5. L'arrivée d'Auchan au Sénégal détruit de nombreux emplois car les petits commerces ne résistent pas à la concurrence avec la grande distribution. Des milliers d'emplois sont ainsi détruits. Les PMA sont fragilisés par leur intégration à la mondialisation car cette dernière génère une compétition entre entreprises, qui est souvent défavorable aux plus petits magasins et à l'économie informelle. Auchan apporte néanmoins des rentrées d'argent à l'économie sénégalaise par le biais des impôts et des droits de douane.

Parcours 2

	Intégration à la mondialisation	Limites
Doc. 1	littoral intégré, surtout Dakar	inégalité de l'intégration du territoire, intérieur en marge
Doc. 2	Dakar, capitale très intégrée. Métropole comme un atout du pays	villes secondaires écrasées par la domination de Dakar
Doc. 3	présence d'IDE au Sénégal (en progression)	indice de mondialisation qui reste assez faible pour l'instant
Doc. 4	port de Dakar comme interface du pays	dépendance/à l'entrepreneur qui gère le port (pas Sénégalais/Dubaï)
Doc. 5	entreprise française (au rayonnement mondial) présente au Sénégal	concurrence avec les petits commerces locaux (destruction d'emplois)

Bilan du parcours 1 ou 2

Le Sénégal est représentatif de la situation des PMA en matière d'intégration à la mondialisation car ce pays est à l'écart des grands flux mondialisés. Seule la capitale Dakar est une interface avec le reste du monde.

De plus, la pauvreté du pays est un facteur répulsif pour de nombreuses entreprises mondialisées. Les investissements sont considérés comme peu sûrs au Sénégal (risque-pays moyen). Mais la situation de ce territoire s'améliore puisque les IDE ne cessent de progresser.

pp. 122-123 Carte

Les facteurs de l'inégale intégration des territoires

Réponses aux questions

1. Les facteurs qui expliquent la forte intégration de certains territoires sont l'accessibilité de ces derniers, l'existence de centres de décision et la politique d'ouverture de ces espaces. L'indicateur de « risque-pays » est utilisé par les entreprises qui souhaitent investir à l'étranger et les banques d'investissement.

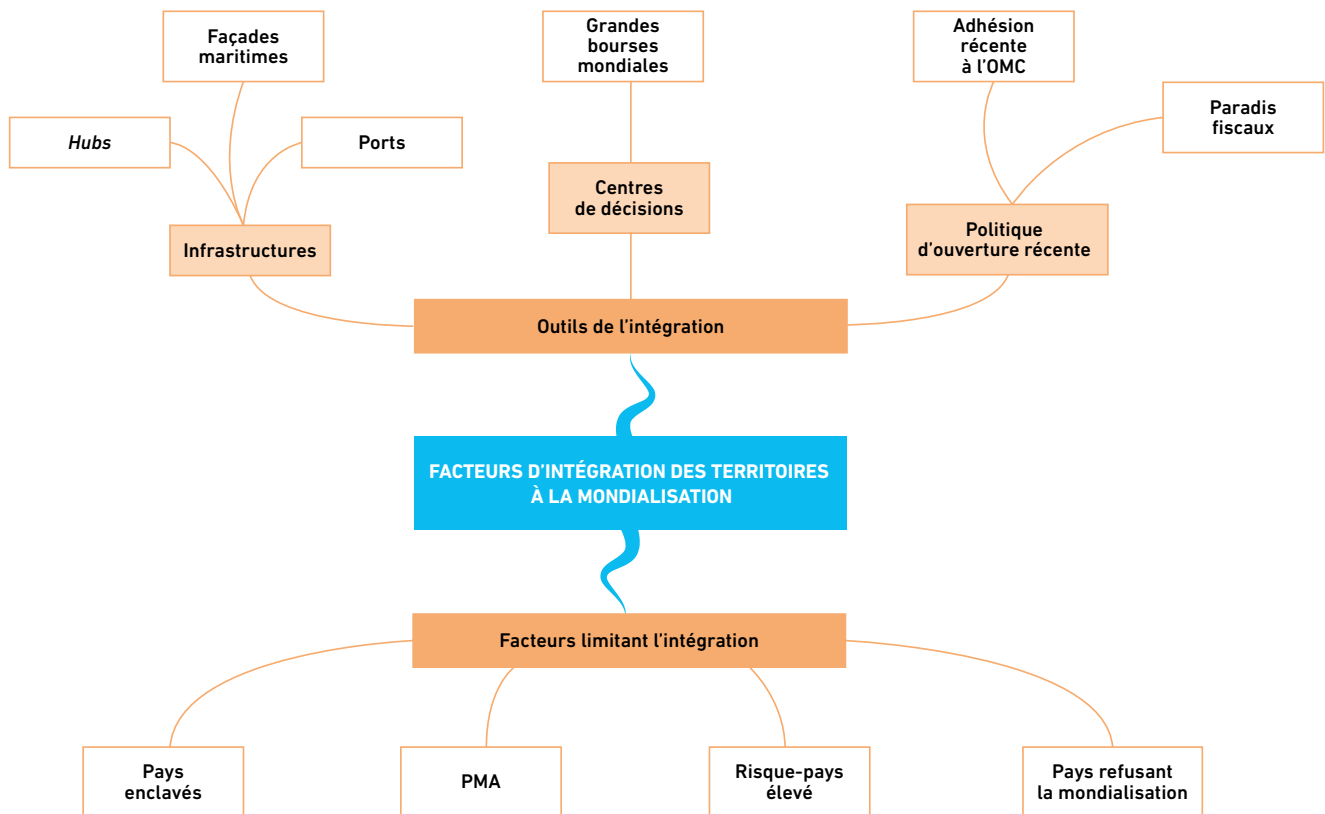
2. Les facteurs limitant l'intégration de certains territoires sont l'enclavement, le refus politique de la mondialisation, la pauvreté, les défaillances de certains États, voire la guerre dans certains territoires.

3. La grande pauvreté est un facteur limitant l'intégration car le faible accès à l'éducation provoque un manque de main-d'œuvre qualifiée, nécessaire à l'installation des

FTN. Les infrastructures de transports pâtissent également de cette insuffisance de moyens. Le risque-pays est élevé dans la plupart des PMA.

4. Les politiques d'ouverture sont essentielles pour faire évoluer la situation d'un territoire. La construction d'infrastructures qui permettent une meilleure accessibilité va dans le même sens.

5.



pp. 126-127 Exemple

La Corée du Nord, un espace en marge de la mondialisation

Réponses aux questions p. 127

Parcours 1

1. La Corée du Nord est un régime dictatorial à parti unique. C'est un pays fermé aux autres pays du monde. Sa proximité avec la Chine est à la fois géographique (une frontière en commun) et idéologique (le parti communiste domine le pays).

2. La population souffre de malnutrition quand les récoltes sont mauvaises car le commerce alimentaire est insuffisant (doc. 2). De plus, la population ne peut pas sortir du pays car la frontière est très surveillée (doc. 4) et le seul site industriel ouvert aux Sud-Coréens a fermé en 2016 (doc. 5).

3. Le site de Kaesong bénéficiait de l'interface entre les deux Corée car la main-d'œuvre nord-coréenne est très peu chère : cela permet aux entreprises sud-coréennes de produire à bas-coût. Le marché de consommation de la Corée du Sud est dynamique, d'où la nécessité de pro-

duire à proximité de ce bassin de population. L'activité du site de Kaesong dépend des relations politiques entre les deux Corée. La frontière est désormais totalement fermée, hermétique.

Parcours 2

I. La Corée du Nord est un pays en marge de la mondialisation par choix politique

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un cherche toujours à se placer en marge de la mondialisation en se montrant menaçant (doc. 2) vis-à-vis de ses voisins (Corée du Sud et Japon) et du reste du monde (relations tendues avec les États-Unis). C'est un choix politique qui se manifeste dans la surveillance démesurée de la frontière entre les deux Corée (doc. 4).

II. La Corée du Nord est en marge des flux mondialisés Cette marginalité s'observe également dans les flux commerciaux (doc. 2). La Corée du Nord est à l'écart de la mondialisation économique : les conséquences sont lourdes pour la population qui souffre régulièrement de la faim en cas de mauvaises récoltes. De plus cette marginalité se retrouve dans les flux industriels (doc. 5) : le seul site générant des échanges entre les deux Corée a été fermé en 2016.

Bilan du parcours 1 ou 2

La Corée du Nord est un pays en marge de la mondialisation par la volonté de son dictateur Kim Jong Un. Les relations avec ses voisins sont avant tout basées sur les menaces militaires (surtout avec la Corée du Sud et le Japon). La frontière entre les deux Corée est totalement hermétique. Les relations avec la Chine existent mais elles sont limitées. C'est un choix politique qui pèse lourd pour la population, qui souffre régulièrement de malnutrition. La Corée du Nord est en marge des flux mondialisés, que ce soit dans le domaine alimentaire ou dans le domaine industriel. La politique passe avant la bonne santé du peuple nord-coréen et l'économie du pays.

5.

	Brésil	France	Tunisie
Nom de la coopération régionale	MERCOSUR	UE	UMA
Degré d'intégration dans cette association	forte	très forte	faible
Forme d'opposition à la mondialisation (indiquée par la carte)	Forum social mondial et refus des plans d'austérité du FMI	aucun	Forum social mondial
Pays au profil identique	Mexique	Allemagne	Inde

pp. 132-133 Exemple

Canada- États-Unis-Mexique, l'ACEUM : entre intégration et tensions

Réponses aux questions p. 133

Parcours 1

1. L'ACEUM est une intégration régionale dynamique car les échanges commerciaux ont quadruplé depuis 1994. Les flux sont particulièrement importants entre les États-Unis et les deux autres pays. Les échanges entre le Canada et le Mexique sont très limités. Cette zone de libre-échange (qui est le pilier principal de cette association) permet avant tout au Canada et au Mexique d'accéder au grand marché intérieur états-unien. Les autres piliers sont les zones franches (qui permettent de produire à bas-coût au Mexique) et la complémentarité des trois pays (produits agricoles, produits manufacturés et commerce numérique au centre des échanges commerciaux).

2. Les effets territoriaux de cette intégration sont l'établissement de corridors de transports reliant les trois

pp. 128-129 Carte

Réponses aux questions

1. Les associations régionales ont une intégration plus ou moins forte. L'Union européenne est l'association la plus aboutie en terme économique et politique. L'ASEAN est une association d'intégration économique dynamique. L'UMA est une association économique d'Afrique du Nord peu dynamique.

2. Les associations connaissent toutes des limites internes par le biais de tensions ou de désaccords profonds, comme en témoigne le Brexit dans l'UE.

3. Les organisations internationales ont soit un objectif économique (organiser la mondialisation comme l'OMC, la BM ou le FMI), soit un objectif politique (réguler la mondialisation comme le G7 ou le G20).

4. Les contestations se caractérisent par une réaction aux plans d'austérité du FMI dans les pays concernés (pays d'Amérique latine, Russie, Thaïlande ou Grèce), mais plus largement par la tenue d'un Forum social mondial qui regroupe annuellement les altermondialistes à travers le monde.

pays, une dynamique urbaine renouvelée et la multiplication des maquiladoras. L'implantation de ces dernières repose sur le différentiel de développement entre les États-Unis et le Mexique : cela permet aux entreprises états-uniennes de produire à moindre coût grâce aux salaires plus faibles des Mexicains et à l'absence d'impôts et de droits de douanes. Les maquiladoras sont comme une miniature du monde globalisé : leur existence repose sur les mêmes inégalités que celles de la mondialisation.

3. Les tensions entre les trois pays sont de deux ordres : il existe des tensions migratoires entre les États-Unis et le Mexique (doc. 4), comme en témoigne le mur entre les deux pays, et des tensions commerciales entre les États-Unis et le Canada (doc. 3). Ces tensions sont en partie liées à la personnalité de Donald Trump, le Président états-unien. Depuis sa campagne électorale de 2016, il s'en prend aux migrants mexicains. Par ailleurs il dénonce l'intégration régionale, qu'il considère trop défavorable à son pays. Son discours se veut protectionniste. La réalité de sa politique est parfois plus complexe.

Parcours 2

Titre : L'ACEUM, entre intégration réussie et tensions

Une intégration régionale dynamique	Des tensions fortes
<ul style="list-style-type: none"> – échanges multipliés par 4 depuis 1994 – succès des maquiladoras – dynamiques territoriales importantes – corridors de transports développés 	<ul style="list-style-type: none"> – tensions migratoires entre États-Unis et Mexique – mur entre les deux pays – tensions commerciales entre États-Unis et Canada – volonté protectionniste de Trump, qui se traduit par un même élan au Canada

Bilan du parcours 1 ou 2

L'ACEUM est un espace d'intégration réussi car les flux commerciaux y sont intenses (multipliés par 4 depuis 1994). Le libre-échange est au cœur de cette association régionale. Cette dernière se caractérise par de nouvelles dynamiques territoriales, grâce à l'établissement de corridors de transports entre les trois pays et la grande réussite économique des maquiladoras.

Mais l'ACEUM est aussi un espace de tensions : les tensions migratoires entre les États-Unis et le Mexique sont fortes, comme en témoigne le mur entre les deux pays, et les tensions commerciales entre les États-Unis et le Canada se renforcent. La tentation du protectionnisme états-unien fait naître au Canada une volonté d'élargir ses débouchés commerciaux vers d'autres marchés pour ne plus dépendre uniquement des États-Unis.

pp. 134-135 Exposé oral

L'environnement, oublié de la mondialisation

L'objectif de cette double-page est de donner des pistes aux élèves pour traiter ce sujet très large. Ces documents sont une base de réflexion, pas une fin en soi.

Coup de pouce

1. Les documents évoquent la déforestation (émissions de GES), l'évolution des émissions de GES, l'empreinte carbone (quantité de gaz à effet de serre induite par la demande finale intérieure d'un pays [consommation des ménages, administrations publiques, organismes à but non lucratifs, investissement], que ces biens ou services soient produits sur le territoire national ou importés), la pollution des sols et des eaux et enfin les tentatives de coopération internationale sur le climat. Les échelles d'analyse sont nationales ou mondiales.

2. Par exemple pour le document 1, l'élève doit faire le lien entre la déforestation sur l'île de Bornéo et la demande de l'industrie agro-alimentaire à l'échelle mondiale. L'huile de palme représente bien la mondialisation : elle permet de produire à moindre coût tout en négligeant totalement l'environnement.

3. Il existe une corrélation entre l'intégration dans les flux mondiaux et les forts impacts constatés sur l'environnement, surtout dans les pays producteurs (exemple de la Chine dans le document 4).

4. Le document 5 montre les enjeux et les difficultés de la coopération internationale concernant le changement climatique.

Proposition de grille de correction pour un exposé oral : voir bilan de l'étude de cas p. 111.

pp. 136-137 Exercices BAC

Le schéma bilan du chapitre p. 136

DYNAMIQUES TERRITORIALES, COOPÉRATIONS ET TENSIONS DANS LA MONDIALISATION

Des territoires inégalement intégrés	Les facteurs de l'inégale intégration	Les organisations de coopération : rôles et limites
Les territoires moteurs Trois pôles majeurs Aires de puissances Pays émergents Métropoles Centres financiers	Les facteurs d'intégration Niveau de richesse Capacité d'innovation Accessibilité Intégration régionale Interfaces, <i>hubs</i> , façades maritimes	Une coopération économique Libéralisation des échanges (économie libérale) Association régionale Être attractif à l'échelle mondiale
Les espaces en marge PMA États défaillants ou en guerre Pays enclavés Choix idéologique	Les facteurs limitant l'intégration Cumul de faiblesses, instabilité politique, risque-pays élevé Grande pauvreté, faible niveau d'éducation, infrastructures de transport insuffisantes	Une coopération politique Organisations internationales pour organiser ou réguler la mondialisation OMC, FMI, G7/G20 ONG, ONU
Une hiérarchisation multiscalaire À l'échelle mondiale : Inégalités territoriales, révélées par l'indice de mondialisation À l'échelle locale : Métropolisation, littoralisation, ségrégation socio-spatiale dans les métropoles	Un processus mouvant Devenir attractif, devenir répulsif : possible évolution pour les territoires Nouvelles stratégies d'acteurs : ouverture aux IDE, création de zones franches ou de paradis fiscaux	Des tensions qui demeurent fortes Tensions à toutes les échelles Organisations régionales peu intégrées Altermondialisme, revendications citoyennes face aux inégalités

Rédiger l'introduction d'une question problématisée p. 136

Introduction corrigée :

Accroche : Processus à l'échelle mondiale, la mondialisation accroît les relations entre les pays sur la base de complémentarités, tout en mettant en concurrence les territoires et les populations, ce qui est susceptible de générer des inégalités.

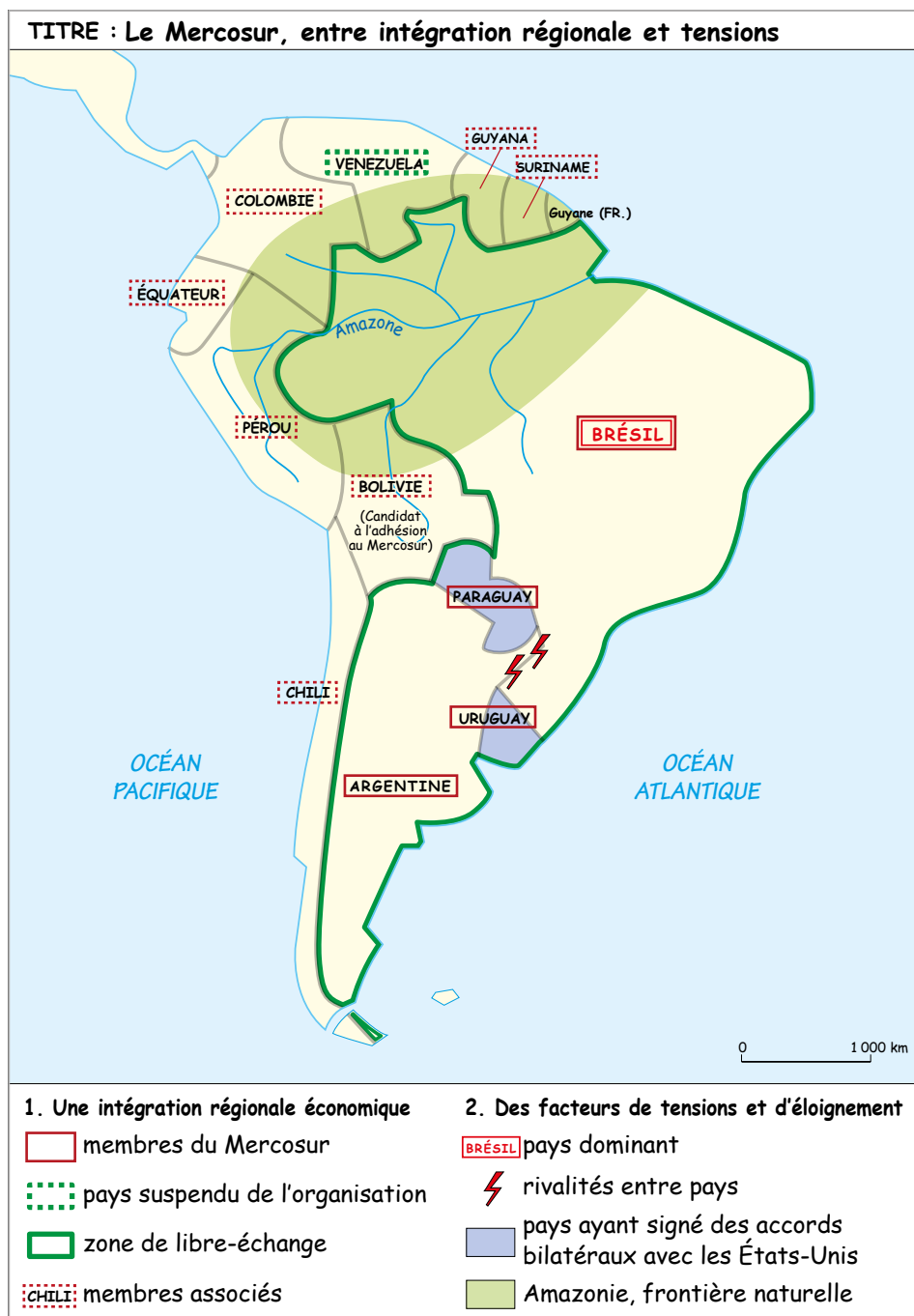
Définition des termes/contexte géographique : La mondialisation est un processus d'ouverture des économies nationales sur un marché devenu planétaire dans une dynamique de mise en relation. Elle est fondée sur une logique sélective des territoires, ce qui peut engendrer

des inégalités territoriales, des différences de traitement entre les espaces. Mais la mondialisation peut aussi accentuer les inégalités sociales, c'est-à-dire favoriser des individus aux dépens d'autres. La mondialisation est un phénomène ancien mais ses effets sont sans précédent depuis les années 2000.

Problématique : Dans quelle mesure la mondialisation favorise-t-elle les inégalités territoriales et sociales ?

Annonce du plan : À l'échelle mondiale, la mondialisation limite les inégalités entre les pays (I). À l'échelle nationale, elle repose cependant sur des processus qui accentuent les inégalités territoriales et sociales (II). Enfin à l'échelle locale, l'accentuation des inégalités sociales est sensible, notamment dans les métropoles (III).

Transposer un texte en croquis p. 137



Analyser une carte p. 138

1. Répartition spatiale : distribution dans l'espace.

Intégration : degré d'appartenance à un espace

2. à 5. Le tourisme englobe tout voyage hors du domicile habituel pour au moins une nuit et au plus un an. Les flux touristiques sont inégaux sur un continent : en Afrique, ils dessinent la carte des territoires attractifs et des espaces répulsifs. Cette **répartition** inégale de l'activité touristique témoigne d'une inégale intégration aux flux mondialisés.

Les espaces touristiques africains se situent avant tout sur le littoral et autour des sites patrimoniaux (Maroc, Égypte, Afrique du Sud par exemple) ou dans des espaces touristiques consacrés à la nature ou à des safaris (Kenya, Tanzanie, Zimbabwe ou Afrique du Sud par exemple) (**questions 2 et 3**). Les territoires répulsifs, déconseillés formellement par le ministère français des Affaires étrangères, sont des pays ou des régions en guerre ou en grande difficulté, où l'État est parfois défaillant (Mali, Libye, Somalie par exemple) (**question 4**).

Les flux touristiques témoignent d'une plus ou moins grande **intégration** à la mondialisation des territoires africains. Après des années difficiles à la suite de la révolution de 2011, l'Égypte est redevenue en 2018 une destination prisée des touristes internationaux (un peu plus de 13 millions d'arrivées en 2018). L'intégration de ce pays à la mondialisation est réelle grâce à ses sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO (pyramide de Gizeh et temple d'Abou Simbel) et ses stations balnéaires sur le littoral de la mer rouge. En revanche, certains pays sont totalement à l'écart des flux touristiques mondialisés : ainsi une grande partie de l'Afrique subsaharienne est en marge de ces arrivées touristiques.

Confronter deux documents p. 139

1. Le thème du sujet est le libre-échange, son rôle dans la mondialisation et dans le développement de certains pays.

2. Le libellé du sujet invite à réfléchir seulement à la dimension de développement, au sein des territoires, ce qui est logique en géographie (ne pas s'attarder sur la dimension économique).

3. Le document 1 a une vision positive du libre-échange (« la formidable croissance du commerce mondial » ; « la Chine [est devenue] la véritable plaque tournante du commerce mondiale »).

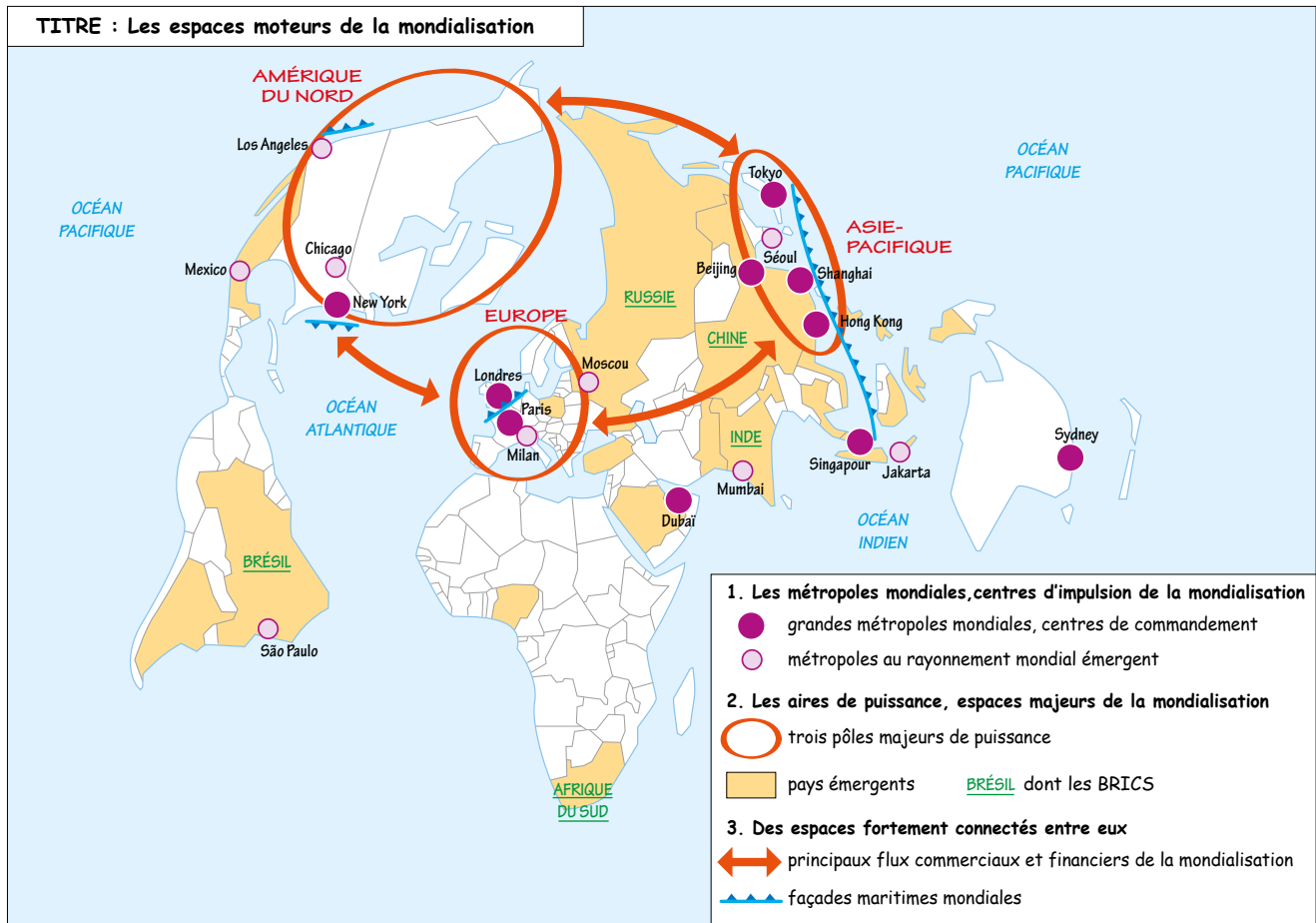
4. Non, le document 1 n'évoque pas du tout la situation des travailleurs. Le libre-échange n'est vu que comme un outil de la croissance.

5. Dans le document 2, le libre-échange est vu comme un outil d'asservissement des populations. Les États-Unis apparaissent comme les chefs d'orchestre de cette « mise en esclavage ». Les États-Unis ont été effectivement de grands défenseurs du libre-échange avant l'élection de D. Trump, notamment en multipliant les accords de libre-échange avec le reste du monde (l'ACEUM/NAFTA ici, c'est-à-dire avec le Canada et le Mexique ; et le TPP, le Partenariat Trans-Pacifique – D. Trump a fait le choix de se retirer de cet accord en 2017). De plus, les États-Unis soutiennent activement l'OMC et accueillent sur leur territoire la Banque mondiale et le FMI, qui organisent et régulent la mondialisation.

6. Selon le document 2, les conséquences du libre-échange sont un appauvrissement des populations et une limitation, voire une absence des droits des travailleurs. Ce document n'évoque pas le fait qu'une partie de la population des pays émergents s'est enrichie et qu'une classe moyenne est apparue dans différents pays.

7. Le plan B est plus adapté car il est davantage territorialisé, géographique et davantage nuancé.

Transposer un texte en croquis p. 140



Analyser un document p. 141

Le Vietnam est un pays d'Asie du Sud-Est, situé au sud de la Chine, en bordure de la mer du même nom. C'est un territoire émergent au sein de la mondialisation ; cette dernière est un processus d'ouverture des économies nationales sur un marché devenu planétaire dans une dynamique de mise en relation. Chaque espace connaît des modalités différentes, des formes particulières pour intégrer cette mondialisation, ainsi que des facteurs divers expliquant cette insertion à ce processus. L'article de C. Dembik, « Le Vietnam est le grand gagnant de la guerre commerciale entre D. Trump et la Chine », publié dans *Capital* le 2 juillet 2019, permet de mettre en évidence les modalités et les facteurs à l'origine de l'intégration du Vietnam dans la mondialisation.

I. Les modalités d'intégration du Vietnam dans la mondialisation

1. Forme classique d'intégration dans un premier temps : production de textile et de chaussures. Secteur manufacturier qui se développe à l'international.
2. Développement du secteur des technologies de pointe dans un deuxième temps. Désormais les téléphones portables (notamment des smartphones) représentent 20 % des exportations vietnamiennes.

II. Les facteurs d'intégration du Vietnam dans la mondialisation

1. Main-d'œuvre nombreuse et bas salaires au Vietnam : délocalisations des entreprises présentes en Chine vers

le Vietnam pour profiter des faibles coûts salariaux (alors qu'ils ont tendance à augmenter en Chine).

2. Logique géographique de proximité avec la Chine : pour les entreprises qui souhaitent délocaliser à l'extérieur de « l'empire du milieu », franchir la frontière est facile. La guerre commerciale, débutée en janvier 2018, entre les États-Unis de D. Trump et la Chine n'a fait qu'accentuer un phénomène préexistant. La peur des sanctions économiques s'ajoute à la tentation de produire à moindre coût.

Question problématisée p. 141

Sujet 1 : Pourquoi les territoires sont-ils inégalement intégrés dans la mondialisation ?

Les trois mots-clefs du sujet sont « territoires », « inégalement intégrés » et « mondialisation ». Le sujet invite à expliquer l'inégale intégration des territoires, portions d'espaces appropriées, dans la mondialisation, qui est un processus d'ouverture des économies nationales sur un marché devenu planétaire dans une dynamique de mise en relation. Il s'agit donc d'étudier les différents facteurs d'attractivité ou de marginalisation des territoires. Les explications peuvent être géographiques, politiques, économiques ou sociales. Des exemples à différentes échelles sont les bienvenus pour illustrer les différents facteurs et pour éviter une analyse caricaturale. Le sujet permet aussi de mesurer le caractère mouvant du processus d'intégration à la mondialisation et les stratégies

d'acteurs qui peuvent changer la situation d'un territoire dans la mondialisation.

Pour répondre à la question, on peut suivre le plan suivant :

I. Les facteurs d'intégration des territoires dans la mondialisation

1. À l'échelle mondiale, les pôles majeurs de la mondialisation sont accessibles, valorisent leurs interfaces frontalières et leurs façades maritimes et possèdent de puissants *hubs*.

2. À l'échelle nationale, les espaces très intégrés se distinguent par des spécificités fonctionnelles. Les métropoles sont au cœur de la mondialisation car elles concentrent des fonctions stratégiques et de commandement.

II. Les facteurs limitant l'intégration des territoires dans la mondialisation

1. Cumul de faiblesses de certains territoires qui entraînent leur mise à l'écart du commerce mondial : enclavement, instabilité politique, risque-pays élevé.

2. La grande pauvreté est aussi un facteur limitant l'intégration à la mondialisation (de l'échelle locale au sein des métropoles à l'échelle mondiale) : faible niveau de qualification, manque de main-d'œuvre qualifiée et infrastructures de transports défaillantes.

III. Le caractère mouvant de cette intégration des territoires dans la mondialisation

1. De nouvelles stratégies d'acteurs (État, organisations régionales, entreprises) peuvent changer la situation d'un territoire dans la mondialisation que ce soit à l'échelle locale ou nationale (ouverture aux IDE, création de zones franches ou de paradis fiscaux).

2. La situation peut évoluer en fonction de la découverte de nouvelles ressources rares ou du changement climatique, qui peuvent permettre de valoriser certains espaces. D'autres en revanche deviennent répulsifs en cas de tarissement des ressources, de pollution excessive du territoire ou d'instabilité politique.

Sujet 2 : Comment se caractérisent les pôles majeurs de la mondialisation et les territoires restés en marge ?

Les mots-clefs du sujet sont « pôles majeurs », « mondialisation » et « territoires en marge ». Le sujet invite à caractériser les espaces très dynamiques (à toutes les échelles) et les territoires, (portions d'espaces appropriées) à l'écart de la mondialisation, qui est un processus d'ouverture des économies nationales sur un marché devenu planétaire dans une dynamique de mise en relation. Ce sujet invite à réfléchir sur la hiérarchisation des territoires provoquée par la mondialisation. La démonstration doit être multiscalaire car la différenciation spatiale s'exerce à toutes les échelles. Le concept « d'inégalités territoriales » doit émerger de cette caractérisation des pôles majeurs de la mondialisation et des territoires restés en marge.

Pour répondre à la question, on peut suivre le plan suivant :

I. Les pôles majeurs, moteurs de la mondialisation

1. À l'échelle mondiale, les pôles majeurs de la mondialisation concentrent 80 % de la richesse mondiale et génèrent les trois quarts des flux commerciaux. Ces aires de puissance sont à l'origine de 90 % des opérations financières et de 75 % de la Recherche-Développement dans le monde.

2. À l'échelle nationale, ce sont les métropoles, particulièrement les villes mondiales, qui concentrent ces activités. Ces villes très dynamiques se trouvent à la fois dans les trois pôles majeurs (l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et l'Asie pacifique) et dans les pays émergents. Elles abritent les centres financiers qui sont au cœur de la mondialisation.

II. Les territoires à l'écart des flux mondialisés

1. Les PMA sont souvent des territoires en marge de la mondialisation, qu'ils se situent en Afrique, en Asie ou en Amérique. Ce sont des espaces dépendants des remises des migrants et de l'aide internationale. Une grande partie de leur population vit en dessous du seuil de pauvreté. Leur économie est peu diversifiée.

2. Les États défaillants ou en guerre sont aussi en marge de la mondialisation. Ils ne parviennent pas à contrôler leur territoire et à s'insérer dans les flux internationaux, ou alors de manière illicite (piraterie, drogue). De rares États sont à l'écart des flux mondialisés pour des raisons idéologiques (Corée du Nord).

III. Une hiérarchisation multiscalaire

1. À l'échelle nationale, la mondialisation favorise les territoires métropolitains et les littoraux. Ainsi les espaces intérieurs et faiblement peuplés sont beaucoup plus faiblement intégrés à la mondialisation.

2. Au sein des métropoles, la mondialisation renforce les inégalités sociales : la ségrégation socio-spatiale y est très forte. Existence de *gated communities* et de bidonvilles.

Sujet 3 : En quoi les associations régionales sont-elles des atouts dans la mondialisation ?

Les mots-clefs du sujet sont « associations régionales », « atouts » et « mondialisation ». Les associations régionales sont des regroupements entre États d'une même région. Elles ont toutes un fonctionnement et des objectifs différents (économiques et/ou politiques). Ce sujet invite à expliquer les avantages que confère ce regroupement au sein de la mondialisation, qui est un processus d'ouverture des économies nationales sur un marché devenu planétaire dans une dynamique de mise en relation. Derrière ces atouts, il est également important de faire état des tensions qui existent au sein de ces organisations. Ces conflits ou oppositions peuvent affaiblir les atouts de ces associations régionales.

Pour répondre à la question, on peut suivre le plan suivant :

I. Peser dans la mondialisation

1. Exister sur la scène mondiale : l'association entre différents pays permet de coopérer pour être plus fort dans l'espace concurrentiel de la mondialisation.

2. Associations économique et/ou politique. Donner des exemples de chaque type d'associations (l'UE comme modèle le plus abouti).

II. Renforcer l'attractivité

1. Renforcer la puissance économique. Commerce intra-zone comme moteur de développement (corridors). Libre-échange.

2. Être un pôle majeur de la mondialisation. Les échanges mondiaux s'organisent principalement entre les grandes associations régionales.

III. Des tensions au-delà des atouts

1. Des tensions dans toutes les organisations. Pays en tensions car la compétition est souvent plus forte que la coopération dans ces associations régionales.

2. Remise en cause de ces associations par des mouvements citoyens : pour qui est-ce un atout d'appartenir à ces organisations ? Altermondialisme qui rejette cette logique de mondialisation libérale.